



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 21/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE

25 rue Louis Chatin
ZI de la Soie d'Izieux
42400 Saint-Chamond

Références : UID4243-EAR-025-026
Code AIOT : 0006103420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE implanté 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 Saint-Chamond. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE
- 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 Saint-Chamond

- Code AIOT : 0006103420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE effectue une activité de traitement de surface (anodisation avec couleurs et polissage). Elle est installée dans les anciens locaux des teintureries d'IZIEUX, en périphérie de Saint-Chamond.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Demande d'action corrective	1 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Demande d'action corrective	1 mois
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet
7	transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étiquetage des produits chimiques est bien réalisé, il manque quelques étiquettes. Un produit chimique n'était pas sur rétention. L'exploitant ne tient pas de registre des stocks de produits chimiques et de la maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'inspection a porté essentiellement sur l'acide nitrique, produit chimique utilisé en petite quantité (1 bidon de 27 kg par semaine environ). L'acide nitrique est utilisé dans 2 process : passivation inox et passivation aluminium. Les étiquettes étaient bien présentes sur les contenants commerciaux et comportaient les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence. L'inspection a constaté que les bains de traitement étaient étiquetés. Néanmoins, elle a constaté qu'au niveau des bains INOX, les manipulateurs peuvent être amenés à travailler des 2 côtés des bains et un seul côté est étiqueté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant placera des étiquettes des 2 côtés de la ligne INOX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont disponibles pour les utilisateurs dans un classeur au bureau et sur les ordinateurs.</p> <p>L'inspection a vérifié la fiche de donnée de sécurité de l'acide nitrique du classeur, elle est récente (de 2024) , comporte les 16 rubriques et est en français.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les produits chimique sous forme liquide vus par l'inspection étaient sur rétention sauf le sel de nickel, stocké dans le local produits chimiques qui n'était pas sur rétention.</p> <p>Les volumes de rétentions semblaient suffisantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Tous les produits chimiques liquides doivent être sur rétention.</p> <p>Le sel de nickel devra être placé sur rétention dans un délai de 1 mois, une photo sera envoyée à l'inspection</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions sous les lignes de traitement sont en béton, La rétention placée sous l'acide nitrique est en plastique.</p> <p>L'inspection n'a pas pu vérifier les rétentions placées sous les lignes de traitement car elles n'étaient pas complètement vides.</p> <p>Une des rétentions béton placée au fond de la zone INOX semblait en mauvais état.</p> <p>L'exploitant a déclaré vérifier régulièrement les rétentions mais ne dispose d'aucun registre de maintenance permettant d'attester cette vérification et la remise en état des rétentions lorsque cela est nécessaire.</p> <p>La rétention sous la ligne de traitement INOX semblait bien pleine, l'exploitant n'a pas su dire à l'inspection quand elle avait été vidée la dernière fois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place dans un délai de 1 mois un registre dans lequel il mentionnera notamment quand sont vérifiés et réparés les rétentions et quand sont prévus les entretiens des rétentions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

Constats : <p>Dans le local produits chimiques, les incompatibilités sont prises en compte par des étiquettes. Mais l'inspection a constaté qu'au niveau de la ligne aluminium, un bidon d'acide était sur la même rétention qu'un sac de base solide.</p> <p>Les produits chimiques solides peuvent être stockés en dehors des rétention, l'exploitant veillera donc à ne pas stocker acide et base sur la même rétention.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant sortira le sac de base solide de la rétention au niveau de la ligne aluminium.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant ne tient pas à jour un état des stocks des produits chimiques présents sur site. Il tient un tableau à jour qui mentionne les sorties de produits mais pas les entrées.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir sur site environ 7 à 8 bidons de 27 kg d'acide nitrique, et l'inspection a constaté la présence de 13 bidons de 27 kg.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant mettre en place un registre sur lequel il mentionnera les quantités de produits chimiques présents sur site chaque semaine au minimum.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, transmission GIDAF
Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Les déclarations GIDAF sont bien réalisés, l'inspection n'a constaté aucun dépassement en 2024. Suite à la dernière inspection du 12/03/2024, le cadre GIDAF devait être modifié pour intégrer le chrome total en surveillance hebdomadaire , le CrIII et le CrVI en fréquence trimestrielle. L'exploitant enverra à l'inspection les rapports des contrôles de recalage des 3 dernières années afin que l'inspection étudie la possibilité de modifier le cadre GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite